Assainissement urbain : que reste-t-il de l'opération « Riz contre déchets plastiques », initiée par le Gouvernorat de Conakry ?

27 janvier 2026 à 12h 23 - ALPHA OUMAR BALDÉ

Annoncée officiellement le 14 mai 2025 et lancée dès le 15 mai dans la commune de Matam, l'opération « Riz contre déchets plastiques », portée par le Gouvernorat de la ville de Conakry, se présentait comme une réponse urgente à l'insalubrité chronique de la capitale guinéenne. En échange de déchets plastiques, les citoyens reçoivent du riz, une denrée essentielle, dans l'espoir de stimuler la participation populaire à l'assainissement urbain.

Plusieurs mois après cette annonce, l'initiative continue toutefois de diviser l'opinion publique, les acteurs de l'environnement et les organisations de défense des consommateurs. Elle révèle les limites d'un projet perçu par beaucoup comme symbolique, mal structuré et dépourvu de vision à long terme.

Une initiative à forte portée sociale mais à l'impact incertain

Selon le communiqué du Gouvernorat, le projet s'inscrit dans la volonté des autorités de conjuguer action environnementale et soutien social. Le mécanisme repose sur un système de troc présenté comme clairement défini :

- 8 kg de sachets plastiques contre 5 kg de riz
- 5 kg de bouteilles plastiques contre 5 kg de riz
- 10 kg de bidons plastiques contre 5 kg de riz
- 30 kg de chaises plastiques contre 5 kg de riz

Prévue pour se tenir le 15 de chaque mois, l'opération devait être déployée simultanément dans les différentes communes de Conakry. Mais sur le terrain, de nombreuses zones d'ombre subsistent quant à son organisation effective et à sa capacité à produire des effets durables.

Une approche "simpliste"

Parmi les voix les plus critiques de cette initiative, figure celle de l'Union pour la Défense des Consommateurs de Guinée (UDCG). Son président, Mbany Sidibé, ne mâche ses mots, qualifiant l'opération

© 2026 Idimijan | Tous les droits réservés

de « solution simpliste qui manque de vision ».

Selon lui, le problème de l'assainissement en Guinée ne saurait être résolu par des actions ponctuelles. « Le gouvernement doit profondément réformer les questions d'assainissement, de collecte et de ramassage des déchets », recommande-t-il.

L'UDCG déplore notamment l'absence de stratégies structurelles et durables, estimant que le projet ne s'attaque pas aux causes profondes de l'insalubrité. À quelques mois du retour de la saison des pluies, Mbany Sidibé alerte également sur les risques accrus d'inondations liés à l'obstruction des caniveaux par les déchets plastiques. « Il est temps d'agir pour éviter les dégâts liés aux inondations », prévient l'activiste.

Ces réserves sont rejointes par celles exprimées par plusieurs acteurs environnementaux. L'éco-activiste Fatoumata Chérif, fondatrice de Selfie Déchets et d'Ecopoint, estime que l'échange de déchets contre du riz peut constituer un levier de mobilisation, notamment pour les populations précaires. Elle insiste cependant sur la nécessité de mettre en place une chaîne logistique claire et transparente, allant de la collecte à la valorisation des plastiques.

L'absence d'informations précises sur les lieux de collecte, les modalités de pesée, la distribution du riz et, surtout, le devenir final des déchets collectés alimente les inquiétudes. Sans collaboration avec les PME de recyclage et les initiatives citoyennes déjà actives, le risque est grand de voir les plastiques simplement déplacés d'un endroit à un autre, sans traitement adéquat.

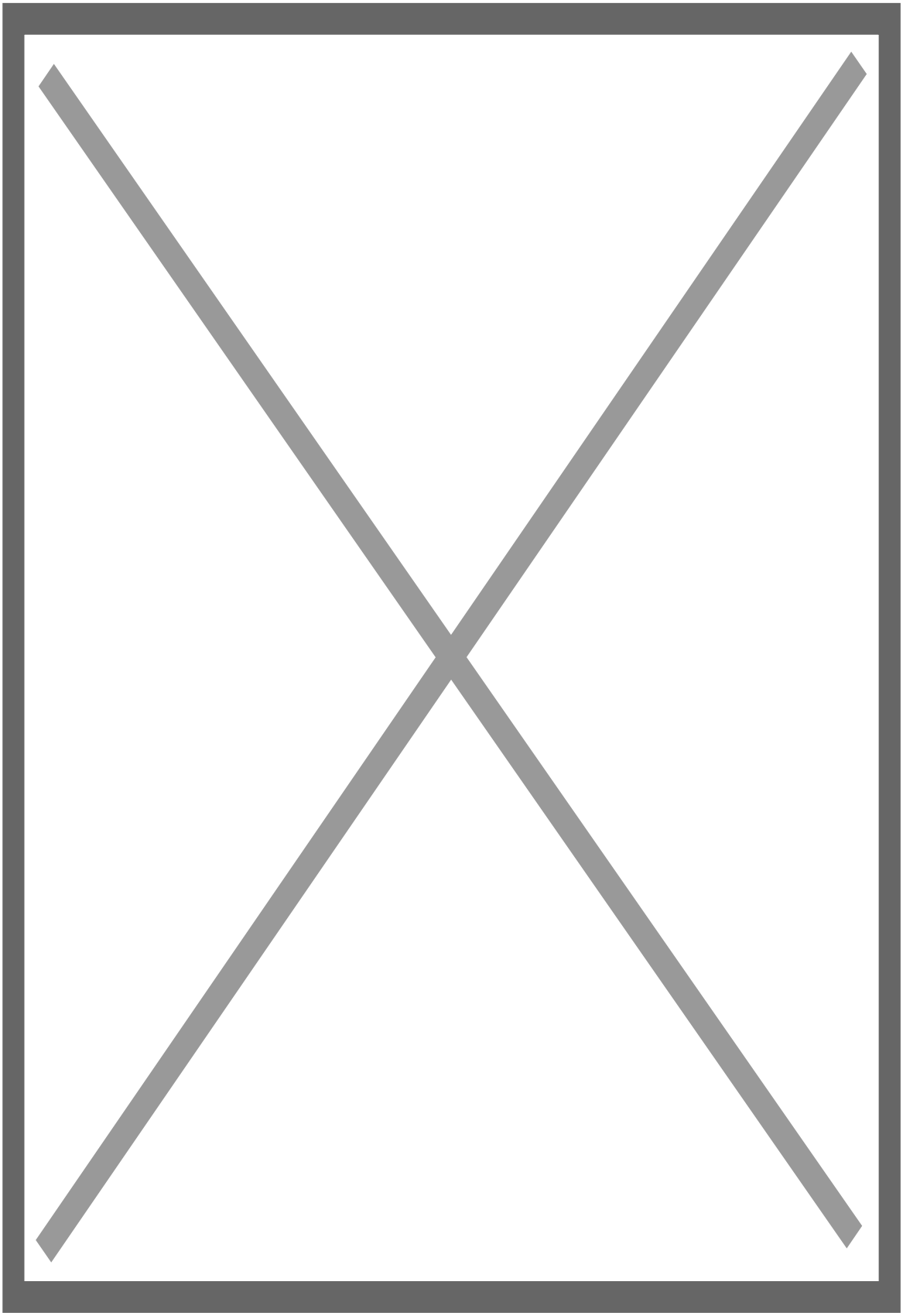
À Ratoma, silence officiel et constats de terrain

Dans la commune de Ratoma, les attachés et responsables locaux de l'initiative n'ont pas souhaité s'exprimer publiquement sur le sujet, invoquant l'absence d'une autorisation écrite expresse de leur hiérarchie. Une réserve qui contraste avec l'intérêt manifesté par certains citoyens.

En effet, sous couvert d'anonymat, l'un des acteurs impliqués a toutefois confié que des habitants participent à l'opération avec enthousiasme, apportant des déchets plastiques en échange de sacs de riz.

Sur le terrain, notre reporter n'a cependant constaté ni équipements de pesée fonctionnels, ni volumes significatifs de déchets plastiques au moment du passage dans les locaux de la mairie. En revanche, la présence de sacs de riz à l'entrée de la collectivité a bien été observée et documentée par des images.

© 2026 Idimijan | Tous les droits réservés



Une initiative qui interroge l’avenir de la gestion des déchets à Conakry

© 2026 Idimijan | Tous les droits réservés

Malgré les critiques, il est rare de voir des acteurs appelant à l'abandon pur et simple du projet. Nos interlocuteurs s'accordent sur un point : l'opération « Riz contre déchets plastiques » ne peut constituer qu'un point de départ. A condition d'être repensée, élargie et intégrée dans une stratégie nationale cohérente de gestion des déchets.

L'application du principe du pollueur-payeur, l'obligation faite aux entreprises productrices ou importatrices de plastiques de participer à la collecte et au recyclage, ainsi que la valorisation des initiatives locales existantes apparaissent comme des leviers incontournables, ajoutent nos interlocuteurs.

Quel avenir pour cette initiative ?

Aujourd'hui, l'opération met surtout en lumière une réalité : la question des déchets à Conakry est un enjeu politique, social et environnemental majeur. Sans vision claire ni coordination des acteurs, le 15 de chaque mois risque de rester un rendez-vous symbolique, incapable d'enrayer durablement l'insalubrité dans la capitale guinéenne.

La balle est désormais dans le camp des autorités, appelées à transformer cette initiative en une véritable politique d'assainissement, à la hauteur des défis auxquels fait face la ville de Conakry, autrefois qualifiée de « Perle de l'Afrique de l'Ouest » pour sa beauté et sa propreté.

© 2026 Idimijan | Tous les droits réservés